

Communiqué de presse

Comité Technique de Réseau national ce lundi 16 décembre : 27 nouvelles suppressions d'emplois en Haute-Garonne aux Finances publiques. 234 emplois supprimés en 10 ans !!!

Ce lundi 16 décembre la Direction Générale des Finances Publiques réunit les syndicats nationaux à Paris pour leur confirmer la décision du gouvernement de supprimer au plan national 1500 emplois en 2020 (plus 1800 en 2021 et 1600 en 2022).

Cela se traduit en Haute-Garonne par 27 suppressions d'emplois en 2020 qui se cumulent à celles des années précédentes. Depuis 2009 234 emplois auront été supprimés dans le 31. Aux mêmes dates pour la région Occitanie le « plan social » fait ressortir 1815 suppressions.

Cette situation entraîne des tensions lourdes dans les services et une dégradation du service aux usagers et aux collectivités (retards de traitement des demandes, difficultés à répondre aux sollicitations nombreuses des contribuables : accueil physique, téléphone, mails) mais aussi une dégradation des conditions de travail des agents.

Ces annonces sont faites dans une période où l'administration organise une casse sans précédent des services des finances publiques dans le cadre du projet dit de « géographie revisitée » : suppression de 16 Trésoreries de proximité, transfert au privé d'une partie de nos missions de recouvrement des produits locaux et des impôts et taxes, concentration des services et industrialisation des missions exercées au profit des collectivités et des usagers, !

Depuis des mois l'intersyndicale des Finances publiques de Haute-Garonne a multiplié les initiatives : blocages de sites pendant 3 mois en début d'année, initiatives devant les bâtiments avec les personnels et les élu-e-s, plusieurs journées de mobilisation et de grève. Nous avons aussi recueilli de multiples interpellations, délibérations, vœux et motions votées par un grand nombre de mairies et communautés de communes sur tout le territoire de Haute-Garonne, ainsi que les vœux du Conseil Départemental et du Conseil Régional.

Ce lundi 16 décembre des délégations des divers services seront réunies à midi devant la Direction, 34 rue des lois, pour dénoncer ces suppressions d'emplois et le plan Darmanin.

Dans la période de mobilisation interprofessionnelle contre le projet gouvernemental sur les retraites, nous ferons aussi le point sur l'implication des personnels dans le bras de fer en cours. Nous étions 52% de grévistes le 5 décembre et si les journées suivantes ont connu une baisse de la participation, celle du mardi 17 décembre s'annonce à nouveau très forte. Les Assemblées Générales tenues la semaine dernière montrent la conscience profonde des agents de la nécessité de défendre les droits à la retraite, en particulier pour les fonctionnaires d'état.

Pour tout contact :

Yves PEYRAS, Secrétaire de la section de Solidaires Finances Publiques 31 : 06 20 29 60 68
Christian TERRANCLE, Conseiller Syndical Régional Occitanie : 06 19 35 90 26